COMMUNICATION D'UNE MODIFICATION TEMPORAIRE

Communication concernant une modification temporaire conformément à l'article 6, paragraphe 3, deuxième alinéa, du règlement délégué (UE) n° 664/2014

« Volailles de Loué »

No UE: PGI-FR-02272 – 13.01.2017

☐ AOP ☐ IGP ☐ STG

1. État membre ou pays tiers

France

2. Modification(s)

- Rubrique du cahier des charges faisant l'objet de la modification temporaire :
- Chapitre « A - Description du produit »
- Chapitre « D - Méthode d'obtention »

- Modification approuvée :

- Au chapitre « A - Description du produit » : suspension de l'application des dispositions suivantes :

- « ayant accès à un vaste parcours enherbé et bocager réservé à leur usage » ;
- « exclusivement en liberté » pour les poulets blancs fermiers de Loué et les poulets jaunes fermiers de Loué ;
- « est élevé en liberté » pour le poulet noir fermier de Loué ;
- « ni en claustration », « toutes les poules pondeuses fermières de Loué sont élevées en liberté sur de vastes prairies », « d'un parcours enherbé avec au moins 10 m^2 de prairies exclusivement réservés à leur usage » pour les poules fermières de Loué ;
- « élevé en plein air dans les fermes sarthoises » pour le chapon fermier de Loué ;
- « élevées à l'herbe, au grain dans nos prairies pendant 6 mois » pour les dindes fermières de Loué ;
- « exclusivement en plein air » pour les dindes (bronzées) fermières de Loué ;
- « élevées sur parcours (et non en volière) et malgré leur instinct sauvage, les pintades de Loué s'ébattent sur de vastes prairies où elles consomment à volonté herbe et maïs, sans recherche de coloration artificielle de la peau » pour les pintades fermières de Loué ;
- « élevés en plein air » pour le chapon de pintade fermier de Loué.

- Au chapitre « D - Méthode d'obtention » : suspension de l'application des dispositions suivantes :

- « l'élevage sur parcours bocager et enherbé est la règle » ;
- « les volailles bénéficiant de l'appellation "élevées en liberté" doivent disposer d'un parcours illimité dont au moins 4 m^2 réservés à leur usage ou 2 m^2 et plus pour l'appellation "élevées en plein air" (6 m^2 pour les dindes) » ;
- « pendant la période d'accès au parcours, les volailles fermières de Loué doivent disposer d'aliment ou de grain sur les parcours ».

Cette modification s'applique tant que le niveau de risque épizootique tel que défini à l'article 3 de l'arrêté du 16 mars 2016 (relatif aux niveaux du risque épizootique en raison de l'infection de l'avifaune par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène et aux dispositifs associés de surveillance et de prévention chez les volailles et autres oiseaux captifs) est qualifié de « élevé » et pour une période n'excédant pas le 31 mai 2017.

- Motif :
Suite à l'apparition sur le territoire français de foyers d'influenza aviaire hautement pathogène de sous-type H1N8, les autorités sanitaires françaises ont pris les mesures de protection requises conformément à la directive 2005/94/CE.

Ces mesures comprennent notamment :
- la claustration des volailles ou leur protection par des filets ;
- la réduction des parcours de sorte que soit évitée la proximité des points d'eau.

De ce fait, une modification temporaire du cahier des charges est nécessaire.

- Description et évaluation des conséquences de cette modification sur les exigences et les critères à respecter pour classer le produit dans le système de qualité (article 5, §1[AOP] ou §2[IGP] du règlement (UE) n°1151/2012) :

Le cahier des charges comportant des dispositions relatives à la sortie des volailles sur des parcours doit être temporairement modifié en application des mesures de protection sanitaire pour limiter l'accès aux parcours, les surfaces de parcours et la mise à dispositions d'aliments sur parcours.

Considérant que cette modification de cahier des charges permet à chaque exploitant d'adapter les conditions d'élevage de ses volailles de façon d'une part, à respecter les mesures sanitaires obligatoires à mettre en œuvre pour limiter la propagation du virus et cela sur avis de son vétérinaire sanitaire, d'autre part, à conserver les spécificités de sa production, cette modification n'a pas directement d'impact sur la qualité, la réputation ou les caractéristiques des volailles, tous les autres critères du cahier des charges restant inchangés.

- Description détaillée des mesures justifiant les modifications temporaires :
Les différentes mesures justifiant les modifications temporaires pré-citées sont détaillés ci-après (avec lien internet) :

- Arrêté du 8 févier 2016 relatif aux mesures de biosécurité applicables dans les exploitations de volailles et d'autres oiseaux captifs dans le cadre de la prévention contre l'influenza aviaire ;
- Arrêté du 16 mars 2016 relatif aux niveaux du risque épizootique en raison de l'infection de l'avifaune par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène et aux dispositifs associés de surveillance et de prévention chez les volailles et autres oiseaux captifs ;
- Arrêté du 5 décembre 2016 modifiant l'arrêté du 18 janvier 2008 fixant des mesures techniques et administratives relatives à la lutte contre l'influenza aviaire ;
- Arrêté du 5 décembre 2016 qualifiant le niveau de risque en matière d'influenza aviaire hautement pathogène.

- Motivation de l'adoption de cette mesure :

L'évolution rapide de la situation sanitaire en France et dans plusieurs pays d'Europe et la dynamique de propagation du virus obligent à la mise en place de mesures sanitaires drastiques.

- Rapport entre ces mesures et la modification temporaire approuvée :

Cette modification du cahier des charges permet aux éleveurs de poursuivre leur activité tout en adaptant les conditions d'élevage de leurs volailles pour mettre en œuvre les mesures de protection nécessaires à la limitation de la propagation du virus.

- Pièces jointes (liens internet) :
  - Référence à la publication de la modification temporaire du cahier des charges (publication au bulletin officiel du ministère de l'agriculture du 5 janvier 2017) : https://info.agriculture.gouv.fr/gedei/site/bo-agri/document_administratif-d77f57ed-917a-4ccc-9656-cda65eeabc12/telechargement

  - Arrêté du 28 décembre 2016 relatif à la procédure applicable en cas de modification temporaire du cahier des charges d'une indication géographique protégée de produits avicoles en raison du risque épizootique élevé lié à l'infection par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène.